



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 55.733/2
du 24 mars 2014

advies 55.733/2
van 24 maart 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
la composition de la
Commission d'experts, leur
désignation, et la forme et le
contenu concret du rapport
qu'elle est tenue de présenter
en exécution de l'article 52,
§ 3, de la loi du 10 mai 2007
tendant à lutter contre certaines
formes de discrimination, en
vue de son évaluation'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
samenstelling van de
Commissie van experts, hun
aanstelling en de vorm en
concrete inhoud van het
verslag dat voorgesteld moet
worden tot uitvoering van
artikel 52, § 3, van de wet van
10 mei 2007 ter bestrijding van
bepaalde vormen van
discriminatie, voor haar
evaluatie'

Le 17 mars 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'fixant la composition de la Commission d'experts, leur désignation, et la forme et le contenu concret du rapport qu'elle est tenue de présenter en exécution de l'article 52, § 3, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, en vue de son évaluation'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 24 mars 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 mars 2014.

*

Op 17 maart 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de samenstelling van de Commissie van experts, hun aanstelling en de vorm en concrete inhoud van het verslag dat voorgesteld moet worden tot uitvoering van artikel 52, § 3, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, voor haar evaluatie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 24 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 maart 2014.

*

1. Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Tout d'abord, il faut souligner que l'évaluation des trois lois anti-discrimination est prévue dans l'accord du gouvernement.

Deuxièmement, la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, entrée en vigueur le 9 juin 2007, impose une évaluation des lois anti-discrimination tous les 5 ans.

Cette évaluation aurait donc déjà dû avoir lieu, ou en tout cas pris cours dans le courant de l'année 2012 et il n'y a plus lieu de retarder encore cette évaluation, ce qui pourrait être le cas vu les élections prévues prochainement.

Troisièmement, le rapport ECRI (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance) du Conseil de l'Europe sur la Belgique publié le 25 février 2014 demande aux autorités belges une mise en œuvre prioritaire et de procéder dans les plus brefs délais à l'évaluation des lois de 2007 (p.47).

Un processus de suivi intermédiaire pour ces deux recommandations sera mené par l'ECRI au plus tard deux ans après la publication du rapport. Il faut souligner que les trois lois anti-discrimination de 2007 sont la mise en œuvre des législations internationales et européennes et que notre législation belge est directement liée par ces instruments internationaux qu'il y a lieu de respecter et appliquer de manière consciencieuse.

Quatrièmement, une demande d'avis au Conseil d'État dans les 30 jours ne permet pas que la procédure de mise en place de la Commission d'Évaluation soit achevée dans les temps, et que celle-ci soit opérationnelle avant la fin de la législature.

Vu les éléments ci-avant,

Vu les élections prévues le 25 mai prochain, et la fin des travaux du Gouvernement et du Parlement dans un délai proche ;

Vu que la mise en place d'un nouveau gouvernement à la suite de ces élections n'est pas fixée et que cela peut prendre un certain temps avant que celui-ci ne soit en mesure de reprendre les travaux déjà accompli par le présent Gouvernement ;

Qu'en conséquence, la mise en place de la Commission d'Évaluation prendrait un retard inconsideré par rapport aux obligations internationales imposées à la Belgique ; ».

2.1. Cette justification ne suffit pas à motiver spécialement l'urgence qu'il y a ou qu'il y aurait à réclamer la communication de l'avis du Conseil d'État dans le délai exceptionnel ne dépassant pas cinq jours ouvrables plutôt que, le cas échéant, dans le délai de trente jours prévu par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

2.2. La circonstance que l'évaluation est prévue dans l'accord de gouvernement n'a pas pour effet de générer une contrainte juridique.

2.3. Certes, l'article 52 de la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination', dispose :

« Art. 52. § 1^{er}. Tous les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les Chambres législatives procèdent à l'évaluation de l'application et de l'effectivité de cette loi ainsi que de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les

femmes et les hommes et de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

§ 2. Cette évaluation a lieu, après audition du Centre et de l'Institut, sur base d'un rapport présenté aux Chambres législatives par une commission d'experts.

§ 3. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi fixe les règles plus précises en matière de la composition de la commission des experts, de leur désignation et de la forme et du contenu concret du rapport. Lors de la composition, il sera veillé à ce que la commission soit composée d'un nombre de membres égal de chaque sexe et qu'une répartition équilibrée soit garantie entre les représentants de la magistrature, du barreau et d'autres acteurs ayant une connaissance et des expériences spécifiques en matière de la lutte contre la discrimination ».

De même, dans son rapport du 25 février 2014, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance a bien recommandé aux autorités belges « de procéder dans les plus bref délais à l'évaluation de l'application et de l'effectivité de la législation contre le racisme et l'intolérance prévue par les lois de 2007 conformément à l'article 52 de la loi fédérale contre la discrimination, en vue de recenser les éventuelles lacunes à combler ou les améliorations et les clarifications à apporter ».

Ces éléments ne permettent toutefois pas de considérer qu'il est fait état de circonstances à ce point particulières que le recours à la procédure d'urgence prévue à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, soit justifiée.

Ainsi, la section de législation a-t-elle déjà considéré ce qui suit dans le passé :

« s'agissant de la transposition tardive de directives européennes, comme la section de législation a souvent rappelé, il est certes de la responsabilité de la Belgique de transposer les directives européennes dans les délais et de manière adéquate. Cela ne signifie pas pour autant que l'on puisse toujours recourir au délai de cinq jours ouvrables pour une demande d'avis concernant la transposition tardive d'une directive. Ce n'est le cas que lorsqu'il est démontré que des circonstances particulières justifient qu'un avis rendu dans les trente jours (article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, [2]^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État) ne pourrait suffire, par exemple si la Commission européenne a mis la Belgique en demeure et a annoncé qu'elle saisirait la Cour de justice si la transposition n'est pas effectuée avant une date proche ¹⁻² » ³.

¹ Note de bas de page 1 de l'avis 55.056/2 : Voir notamment l'avis 49.482/4 donné par la section de législation le 11 avril 2011, sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2011 'portant exécution de l'article 5bis du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne' (*Moniteur belge*, 23 septembre 2011), ainsi que les avis 50.651/4 et 50.652/4 donnés par la section de législation le 5 décembre 2011 sur un projet d'arrêté royal 'créant le Service de Régulation du Transport ferroviaire et fixant sa composition ainsi que les statuts administratif et pécuniaire applicables à ses membres' (50.651/4) et un projet d'arrêté royal 'créant le Service de Régulation pour l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National et fixant sa composition ainsi que les statuts administratifs et pécuniaires applicables à ses membres' (50.652/4).

² Note de bas de page 2 de l'avis 55.056/2 : Plus encore, la section de législation a déjà estimé qu'une demande d'avis au bénéfice de l'urgence est irrecevable, même en cas de condamnation de l'État belge par la Cour de Justice pour avoir manqué à ses obligations de droit européen en termes de transposition d'une directive, lorsque, ultérieurement à cet arrêt, la Commission européenne adresse à l'État belge un courrier ne demandant pas aux autorités belges de prendre les mesures législatives et réglementaires d'exécution de l'arrêt de la Cour de justice dans les plus brefs délais, mais leur demandant, avant tout, de « fournir un calendrier précis pour l'adoption des mesures législatives et administratives qui sont envisagées afin de mettre en conformité la législation belge avec le droit

2.4. La justification invoque encore « la fin de la législature », à savoir les élections prévues le 25 mai prochain « et la fin des travaux du Gouvernement et du Parlement dans un délai proche ».

La motivation de l'urgence ne mentionne toutefois pas le moment à partir duquel le Gouvernement serait contraint de cesser ses travaux, si bien que l'adoption du projet deviendrait impossible. Cela empêche le Conseil d'État d'apprécier concrètement si, d'ici à la fin des travaux du Gouvernement, le délai restant suffit à permettre une saisine de la section de législation du Conseil d'État dans le délai de trente jours plutôt que dans celui de cinq jours ouvrables ⁴.

À cet égard, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que, par une révision du 6 janvier 2014, l'article 65 de la Constitution a été remplacé par la disposition suivante :

« Les membres de la Chambre des représentants sont élus pour cinq ans.

La Chambre est renouvelée intégralement tous les cinq ans.

Les élections pour la Chambre ont lieu le même jour que les élections pour le Parlement européen.

Disposition transitoire

Une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, détermine, après les élections pour le Parlement européen de 2014, la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 3. Cette date correspond à la date d'entrée en vigueur de l'article 46, alinéa 6, et de l'article 118, § 2, alinéa 4.

En tout état de cause, des élections législatives fédérales se tiendront le même jour que les premières élections pour le Parlement européen suivant la publication de la présente révision au *Moniteur belge* ».

Il résulte du deuxième alinéa de la disposition transitoire que, s'agissant des prochaines élections du 25 mai 2014, le Parlement fédéral se trouve en principe, c'est-à-dire en l'absence d'une dissolution anticipée qui n'est pas intervenue à ce jour, dans la même situation que les Parlements des entités fédérées, régis, eux, par l'article 117 de la Constitution, tel qu'il a été lui-même modifié par la révision du 6 janvier 2014 ; cette disposition est rédigée comme suit :

« Les membres des Parlements de Communauté et de région sont élus pour une période de cinq ans. Les Parlements de Communauté et de région sont intégralement renouvelés tous les cinq ans.

Européen » (avis 49.639/4 donné par la section de législation le 9 mai 2011 sur un avant-projet devenu la loi du 15 décembre 2011 'transposant la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne' (INSPIRE), avis non publié).

³ Voir dernièrement l'avis 55.056/2 du 22 janvier 2014 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 7 février 2014 'portant modification de divers arrêtés ministériels en matière de santé publique en raison de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne'. Voir aussi l'avis 54.448/VR du 22 novembre 2013 sur un avant-projet de décret flamand 'houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van ...2013 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de oprichting van een vergunningscoördinerend en -faciliterend comité voor energieprojecten'.

⁴ En ce sens : l'avis 55.599/2 du 5 mars 2014 sur un avant-projet de décret wallon 'relatif aux implantations commerciales'.

Les élections pour les Parlements de communauté et de région ont lieu le même jour et coïncident avec les élections pour le Parlement européen.

En exécution d'une loi visée à l'article 118, § 2, alinéa 4, un décret ou une règle visée à l'article 134, adopté conformément à l'article 118, § 2, alinéa 4, peut déroger aux alinéas 1^{er} et 2 ».

En l'état actuel du droit, les élections fédérales se tiendront donc le 25 mai sans dissolution préalable du Parlement fédéral, si bien que celui-ci peut se réunir, si nécessaire, jusqu'aux jours précédant la date du 25 mai 2014⁵. Ce n'est que dans l'hypothèse purement potestative où une dissolution anticipée interviendrait, par exemple à la suite d'une déclaration de révision de la Constitution visée à l'article 195 de la Constitution, que se poserait la question de l'adoption d'un arrêté durant la période des affaires courantes.

3. En conclusion, la motivation de l'urgence ne comporte pas suffisamment d'éléments concrets et pertinents indiquant que l'adoption du projet est à ce point urgente qu'il faille recourir à la procédure d'urgence prévue à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

La demande d'avis est donc irrecevable.

*

⁵ En ce sens voir l'avis 55.599/2 précité.

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

« Tout d'abord, il faut souligner que l'évaluation des trois lois anti-discrimination est prévue dans l'accord du gouvernement.

Deuxièmement, la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, entrée en vigueur le 9 juin 2007, impose une évaluation des lois anti-discrimination tous les 5 ans.

Cette évaluation aurait donc déjà dû avoir lieu, ou en tout cas pris cours dans le courant de l'année 2012 et il n'y a plus lieu de retarder encore cette évaluation, ce qui pourrait être le cas vu les élections prévues prochainement.

Troisièmement, le rapport ECRI (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance) du Conseil de l'Europe sur la Belgique publié le 25 février 2014 demande aux autorités belges une mise en œuvre prioritaire et de procéder dans les plus brefs délais à l'évaluation des lois de 2007 (p.47).

Un processus de suivi intermédiaire pour ces deux recommandations sera mené par l'ECRI au plus tard deux ans après la publication du rapport. Il faut souligner que les trois lois anti-discrimination de 2007 sont la mise en œuvre des législations internationales et européennes et que notre législation belge est directement liée par ces instruments internationaux qu'il y a lieu de respecter et appliquer de manière consciencieuse.

Quatrièmement, une demande d'avis au Conseil d'État dans les 30 jours ne permet pas que la procédure de mise en place de la Commission d'Évaluation soit achevée dans les temps, et que celle-ci soit opérationnelle avant la fin de la législature.

Vu les éléments ci-avant,

Vu les élections prévues le 25 mai prochain, et la fin des travaux du Gouvernement et du Parlement dans un délai proche ;

Vu que la mise en place d'un nouveau gouvernement à la suite de ces élections n'est pas fixée et que cela peut prendre un certain temps avant que celui-ci ne soit en mesure de reprendre les travaux déjà accompli par le présent Gouvernement ;

Qu'en conséquence, la mise en place de la Commission d'Évaluation prendrait un retard inconsideré par rapport aux obligations internationales imposées à la Belgique ; ».

2.1. Die overweging vormt geen voldoende bijzondere reden voor het aangevoerde feitelijke of beweerde spoedeisende karakter op grond waarvan de Raad van State wordt gevraagd dat hij zijn advies binnen de uitzonderlijke termijn van ten hoogste vijf werkdagen meedeelt, in plaats van, zo nodig, binnen de termijn van dertig dagen waarin artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorziet.

2.2. Het feit dat de evaluatie in het vooruitzicht wordt gesteld in het regeerakkoord vormt op zich geen dwingende omstandigheid in juridisch opzicht.

2.3. Artikel 52 van de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’ luidt weliswaar als volgt :

“Art. 52. § 1. Om de vijf jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze wet, evalueren de Wetgevende Kamers de toepassing en de doeltreffendheid van deze wet alsook van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden.

§ 2. Deze evaluatie vindt plaats, nadat het Centrum en het Instituut werden gehoord, op basis van een door een commissie van experts aan de Wetgevende Kamers voorgelegd verslag.

§ 3. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels inzake de samenstelling van de commissie van experts, hun aanstelling en de vorm en concrete inhoud van het verslag. Bij de samenstelling wordt er over gewaakt dat de commissie bestaat uit een gelijk aantal leden van elk geslacht, en wordt een evenwichtige verdeling gewaarborgd tussen vertegenwoordigers van de magistratuur, de advocatuur en andere actoren die een specifieke kennis en ervaring inzake de strijd tegen discriminatie hebben”.

Zo ook heeft de Europese Commissie tegen Racisme en Intolerantie in haar verslag van 25 februari 2014 de Belgische overheid aanbevolen om “onverwijld over te gaan tot de evaluatie van de toepassing en de doeltreffendheid van de wetgeving tegen racisme en intolerantie vervat in de wetten uit 2007 zoals bepaald in artikel 52 van de federale antidiscriminatiewet om eventuele lacunes op te sporen die moeten worden gedicht, of eventuele verbeteringen of verduidelijkingen die nodig zijn”.

Die gegevens zijn evenwel niet van die aard dat ervan moet worden uitgegaan dat er sprake is van dermate bijzondere omstandigheden dat het gerechtvaardigd is om een beroep te doen op de spoedprocedure waarin artikel 84, § 1, eerste lid, 3/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorziet.

Zo bijvoorbeeld heeft de afdeling Wetgeving in het verleden reeds het volgende geoordeeld :

“In verband met de niet-tijdige omzetting van Europese richtlijnen is het, zoals de afdeling Wetgeving reeds herhaaldelijk heeft opgemerkt, weliswaar zo dat België ervoor moet zorgen dat Europese richtlijnen tijdig en adequaat worden omgezet. Dit betekent echter niet dat in geval van niet-tijdige omzetting van een richtlijn steeds een advies binnen een termijn van vijf werkdagen kan worden aangevraagd. Dit is alleen het geval wanneer wordt aangetoond dat bijzondere omstandigheden aanwezig zijn die maken dat niet kan worden volstaan met een advies binnen dertig dagen (artikel 84, § 1, eerste lid, [2]°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State), bijvoorbeeld als de Europese Commissie België in gebreke heeft gesteld en heeft aangekondigd dat ze de zaak voor het

Hof van Justitie zal brengen als de richtlijn niet vóór een bepaalde, nabije datum omgezet is^{1-2,, 3}.

2.4. In de rechtvaardiging wordt voorts “het einde van de legislatuur” aangevoerd, namelijk de verkiezingen van 25 mei aanstaande “en het nakende einde van de werkzaamheden van de Regering en van het Parlement”.

In de motivering van het verzoek om spoedbehandeling wordt evenwel niet vermeld vanaf wanneer de regering verplicht zal zijn om haar werkzaamheden te staken, waardoor het ontwerp niet meer kan worden goedgekeurd. De Raad van State kan derhalve niet concreet beoordelen of, vanaf heden tot op het ogenblik dat de regering haar werkzaamheden staakt, de overblijvende tijd voldoende is om de afdeling Wetgeving van de Raad van State advies te laten uitbrengen binnen een termijn van dertig dagen in plaats van binnen een termijn van vijf werkdagen.⁴

In dat verband wordt de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd op het feit dat bij een herziening van 6 januari 2014, artikel 65 van de Grondwet vervangen is door de volgende bepaling :

“De leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers worden gekozen voor vijf jaar.

¹ Voetnoot 1 van advies 55.056/2: Zie inzonderheid advies 49.482/4 dat op 11 april 2011 door de afdeling Wetgeving is uitgebracht over het ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2011 ‘houdende uitvoering van artikel 5bis van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden’ (*Belgisch Staatsblad*, 23 september 2011) en de adviezen 50.651/4 en 50.652/4 die op 5 december 2011 door de afdeling Wetgeving gegeven zijn over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot oprichting van de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en tot vaststelling van zijn samenstelling en het administratief en geldelijk statuut dat van toepassing is op zijn leden’ (50.651/4) en een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot oprichting van de Dienst Regulering voor de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal en tot vaststelling van zijn samenstelling en het administratief en geldelijk statuut dat van toepassing is op zijn leden’ (50.652/4).

² Voetnoot 2 van advies 55.056/2: Meer nog, de afdeling Wetgeving heeft reeds geoordeeld dat een adviesaanvraag waarin om spoedbehandeling wordt verzocht niet-ontvankelijk is, zelfs indien de Belgische Staat door het Hof van Justitie veroordeeld is wegens het niet nakomen van zijn verplichtingen van Europees recht op het stuk van het omzetten van een richtlijn, wanneer de Europese Commissie na dat arrest aan de Belgische Staat een schrijven richt waarin ze aan de Belgische autoriteiten niet vraagt om zo snel mogelijk de wettelijke en verordenende maatregelen te treffen ter uitvoering van het arrest van het Hof van Justitie, maar waarin ze hen in de eerste plaats vraagt “een nauwkeurige agenda voor het aannemen van de noodzakelijke wettelijke en bestuurlijke maatregelen (te mogen) ontvangen die ertoe strekken de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met het Europees recht” (advies 49.639/4 dat op 9 mei 2011 door de afdeling Wetgeving is gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 december 2011 ‘tot omzetting van de Richtlijn 2007/2/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Gemeenschap (INSPIRE)’, (niet bekendgemaakt advies).

³ Zie het recente advies 55.056/2 van 22 januari 2014 over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het ministerieel besluit van 7 februari 2014 ‘tot wijziging van verschillende ministeriële besluiten inzake volksgezondheid, in verband met de toetreding van de Republiek Kroatië tot de Europese Unie’. Zie ook advies 54.448/VR van 22 november 2013 over een voorontwerp van Vlaams Decreet ‘houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van ... 2013 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de oprichting van een vergunningscoördinerend en -faciliterend comité voor energieprojecten’.

⁴ Zie in die zin: advies 55.599/2 van 5 maart 2014 over een voorontwerp van Waals decreet ‘relatif aux implantations commerciales’.

De Kamer wordt om de vijf jaar geheel vernieuwd. De verkiezingen voor de Kamer vinden plaats op dezelfde dag als de verkiezingen voor het Europese Parlement.

Overgangsbepaling

Een wet, aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, bepaalt na de verkiezingen voor het Europese Parlement van 2014 de datum waarop het derde lid in werking treedt. Die datum stemt overeen met de datum van inwerkingtreding van artikel 46, zesde lid, en artikel 118, § 2, vierde lid.

Federale wetgevende verkiezingen zullen in elk geval op dezelfde dag plaatsvinden als de eerste verkiezingen voor het Europese Parlement die volgen op de bekendmaking van deze herziening in het Belgisch Staatsblad”.

Uit het tweede lid van de overgangsbepaling vloeit voort dat het federale parlement, wat de komende verkiezingen van 25 mei 2014 betreft, in principe, dat wil zeggen zonder vervroegde ontbinding die er tot op heden nog niet is, zich in dezelfde situatie bevindt als de parlementen van de deelstaten, waarop artikel 117 van de Grondwet van toepassing is, zoals dat artikel gewijzigd is bij de herziening van 6 januari 2014; die bepaling is gesteld als volgt :

“De leden van de Gemeenschaps- en Gewestparlementen worden gekozen voor vijf jaar. De Gemeenschaps- en Gewestparlementen worden om de vijf jaar geheel vernieuwd.

De verkiezingen voor de Gemeenschaps- en Gewestparlementen vinden plaats op dezelfde dag die samenvalt met die van de verkiezingen voor het Europese Parlement.

In uitvoering van een wet bedoeld in artikel 118, § 2, vierde lid, kan een decreet of een in artikel 134 bedoelde regel, aangenomen overeenkomstig artikel 118, § 2, vierde lid, afwijken van het eerste en het tweede lid”.

Bij de huidige stand van het recht vinden de federale verkiezingen plaats op 25 mei indien het federale parlement niet voortijdig ontbonden wordt, zodat dit, indien nodig, tot net voor 25 mei 2014⁵ kan samenkomen. Alleen in het louter potestatieve geval waarin het parlement voortijdig ontbonden wordt, bijvoorbeeld naar aanleiding van een verklaring tot herziening van de Grondwet bedoeld in artikel 195 van de Grondwet, doet zich het probleem voor van de goedkeuring van een besluit gedurende de periode van lopende zaken.

⁵ Zie in die zin het vernoemde advies 55.599/2.

3. Het besluit is dan ook dat de motivering van het spoedeisende karakter onvoldoende concrete en relevante gegevens bevat die aangeven dat het ontwerp dermate dringend moet worden aangenomen dat de spoedprocedure voorgeschreven bij artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moet worden gevolgd.

De adviesaanvraag is bijgevolg niet-ontvankelijk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT